



ICI Windsor L'organisation des agriculteurs bouleversée par la crise du coronavirus



Les agriculteurs doivent d'adapter aux mesures sanitaires d'urgence à la suite de la pandémie de coronavirus

PHOTO : RADIO-CANADA

Thilelli Choukrat

Publié hier à 21 h 55

Le travail des agriculteurs de la province est bouleversé par la crise du coronavirus. Beaucoup de travailleurs étrangers n'ont pas encore pu intégrer les fermes et devront respecter un confinement de 14 jours à leur arrivée. Les exploitants doivent jongler avec de nouveaux paramètres et s'adapter.

Les agriculteurs doivent revoir leurs prévisions de production, le type de semences qu'ils vont utiliser, les structures d'accueil des travailleurs, le nombre de ces ouvriers attendus et le matériel qu'ils utilisent. En résumé, tout doit être adapté.

Ils doivent aussi faire face à des problèmes qui diffèrent en fonction de la taille de leur exploitation et de leur modèle de vente.

Composer avec un manque de travailleurs

John Jaques est installé dans Chatham-Kent, dans le Sud-Ouest de la province. Ce producteur de légumes accueille, en temps normal, 35 travailleurs mexicains. Il attend toujours leur arrivée.

C'est en décembre que les prévisions se font pour leur recrutement, explique-t-il. Mais depuis, tout a changé. En attendant la venue de ces ouvriers étrangers, l'agriculteur revoit ses plans. Il s'agit d'appliquer les mesures sanitaires. Il faut notamment préparer les deux semaines de confinement.

« Le problème, c'est que les asperges vont être prêtes avant la fin de la quarantaine [des travailleurs agricoles venus du Mexique]. Alors, en ce moment, on a de la chance : je suis probablement le seul dans les parages qui se réjouit de la neige et du froid! »

— John Jaques, agriculteur à Chatham-Kent

Le cultivateur voit le mauvais temps d'un bon oeil, cela retarde la récolte des asperges.

En attendant, il doit faire davantage appel à la main-d'oeuvre locale, une solution qui l'embarrasse.

« Je ne trouve pas correct de recruter des travailleurs pour une semaine, pour leur demander de partir dès que la quarantaine sera finie », explique-t-il.

John Jaques doit aussi penser à une nouvelle organisation pour permettre à ses salariés de respecter la distance physique de deux mètres à maintenir entre chacun d'eux.

Les nouvelles directives sanitaires modifient même les déplacements.

« Ça va être très difficile », affirme-t-il. Il arrive, par exemple, qu'il transporte des travailleurs d'une ferme à une autre, dans son véhicule. Généralement, une dizaine de personnes montent à bord. Désormais, il ne pourra transporter que deux personnes à la fois.

« Pour s'adapter à ces changements, certains agriculteurs vont semer moins grand cette année », explique-t-il.

Crainte de pénurie de matériel

Thomas Vinet, lui, est propriétaire agricole à L'Original, dans l'Est de l'Ontario. Il produit essentiellement des grains de maïs, de soja et de blé, qu'il vend à longueur d'année. Son exploitation est plus petite : seules quatre personnes y travaillent. Mais tous les ans, il reçoit pendant six mois un stagiaire venu de France. Cette année, il sera impossible d'assurer cet accueil.

« Si on attrape la maladie, il n'y a personne qui va s'occuper de nos champs à notre place. »

— Thomas Vinet, agriculteur à L'Original

M. Vinet craint une pénurie de certaines pièces pour son équipement agricole. Le matériel qu'il utilise est produit à l'étranger, et il doute de pouvoir recevoir de nouvelles commandes en ce moment.

Lui aussi a changé ses plans de culture, pour s'adapter aux demandes du moment. Il mise sur les ventes locales, mais se demande si les consommateurs qui ont perdu leur emploi vont toujours privilégier cette façon de consommer, plus coûteuse.

À lire aussi :

- COVID 19 : incertitude pour des producteurs en serre
- Pas de pause pour les agriculteurs en temps de COVID-19

Une consommation incertaine

Paul Henrie, un cultivateur d'Orléans, vend lui aussi ses produits à des consommateurs locaux, directement à la ferme.

Depuis le début de la pandémie de coronavirus, « c'est tout un casse-tête », affirme-t-il. Il attend la venue de huit travailleurs en provenance du Mexique, qui auraient dû atterrir le 8 avril.

En temps normal, ces ouvriers agricoles s'occupent de la taille des pommiers. Mais pour la première fois, Paul Henrie a dû faire appel à des travailleurs locaux.

« C'est compliqué parce que c'est l'expertise... ça fait 12 années, 15 années qu'ils sont avec moi, donc ils savent comment faire la taille. Quand ce sont des nouveaux, on doit tous les instruire un après l'autre », se désole-t-il.

En attendant, M. Henrie a préparé leurs logements. Dans les chambres, il a posé des séparations entre chaque lit, « comme dans des bureaux, » précise-t-il. Il a installé des stations de lavage pour les mains, et il désinfecte plus souvent le plan de travail que les ouvriers agricoles vont utiliser.

Il lui faudra aussi louer, plus tard, un nouvel espace pour accueillir d'autres travailleurs. Il estime que la somme de 1500 \$ allouée par le fédéral pour préparer l'accueil de chaque travailleur migrant devrait être suffisante.

Il s'inquiète toutefois de la baisse de consommation. Sa ferme est située non loin d'une route sur laquelle l'achalandage a beaucoup baissé depuis les mesures de confinement. Or, beaucoup de ses clients circulent sur cette voie.

Un retard de cinq à six semaines

Stefan Larass est conseiller auprès à l'Association des producteurs de fruits et de légumes de l'Ontario.

Selon lui, les agriculteurs ont perdu de cinq à six semaines en avril et en mai, des mois cruciaux pour les récoltes à venir.

Or, dans cette période d'incertitude, « beaucoup de producteurs prennent des décisions qui représentent des centaines de milliers de dollars et qui déterminent leurs revenus pour le reste de l'année », indique-t-il.

Il évoque aussi toutes les pratiques que les agriculteurs doivent modifier, pour respecter les exigences sanitaires. Certaines des machines sur lesquelles travaillent les ouvriers agricoles ne sont pas adaptées pour les deux mètres de distance, par exemple.

« On doit apprendre toutes ces choses en même temps qu'on essaie de rattraper le temps perdu », explique le conseiller.

« Tout le monde n'a pas l'argent ou la possibilité d'acheter de l'espace. Quelques personnes m'ont dit qu'elles ne sont pas certaines de pouvoir recruter le même nombre de travailleurs étrangers. »

— Stefan Larass, conseiller, Association des producteurs de fruits et de légumes de l'Ontario

Et c'est sans compter le fait que si un travailleur tombe malade pendant les récoltes, il faudra l'isoler lui, mais aussi certains de ses collègues.

Thilelli Chouikrat

